



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/1995/L.3
9 février 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session d'organisation pour 1995
7-10 février 1995
Point 4 de l'ordre du jour

COMITÉ DE LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

Projet de décision présenté par le Vice-Président
du Conseil, M. George Papadatos (Grèce), à la
suite de consultations officielles

Comité de la planification du développement

Le Conseil économique et social, rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 2084 (XX) et 2096 (XX) du 20 décembre 1965, 2564 (XXIV) du 13 décembre 1969, 44/212 du 22 décembre 1989 et 46/206 du 20 décembre 1991, et les résolutions du Conseil économique et social 1035 (XXXVII) du 15 août 1964, 1079 (XXIX) du 28 juillet 1965, 1089 (XXXIX) du 31 juillet 1965 et 1625 (LI) du 30 juillet 1971, par lesquelles il a été décidé de créer le Comité de la planification du développement et de lui conférer, entre autres choses, pour mandat général d'évaluer les tendances et perspectives du développement dans le monde, décide :

a) De prier le Secrétaire général de lui présenter des candidatures, à la reprise de sa session d'organisation en mai 1995 ou, au plus tard, à sa session de fond de 1995, de façon à reconstituer le Comité de la planification du développement, et de convoquer à nouveau le Comité ainsi reconstitué avant la fin de 1995. Lorsqu'il proposera ces candidatures, après avoir consulté les gouvernements intéressés, le Secrétaire général devra tenir compte, d'une part, de la nécessité d'assurer une représentation équilibrée et, d'autre part, de la diversité des questions examinées par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale dans les domaines économique, social et environnemental ainsi que dans les domaines connexes;

b) De prier le Secrétaire général de lui présenter un rapport complet à sa session de fond de 1995 afin de lui permettre d'examiner les méthodes de travail du Comité, conformément aux dispositions de la résolution 48/162 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1993;

c) De demander au Comité d'examiner ses méthodes de travail afin de les améliorer, en tenant compte en particulier des travaux que mènent actuellement le Conseil et l'Assemblée générale, ainsi que leurs organes subsidiaires;

d) De demander au Comité de poursuivre sa tâche, en particulier en ce qui concerne les questions relatives aux pays les moins avancés;

e) De demander au Président du Comité de lui présenter les principales constatations et conclusions du Comité, à compter de 1996.
